



La Malaisie promeut sa norme de durabilité

La ministre malaise de l'Agriculture, Teresa Kok Suh Sim, a rencontré lundi à Berne le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann ainsi que des représentants de gouvernements, d'ONG et de l'économie. Le commerce d'huile de palme a été l'un des grands sujets de discussion. À cet égard, la ministre malaise a souligné que son pays serait durement frappé par une exclusion de l'un de ses principaux produits d'exportation

En Malaisie, l'industrie de l'huile de palme emploie plus d'un million de personnes. La plupart sont des petits paysans qui, avec leurs familles, gagnent leur vie en cultivant cette plante oléagineuse. En tout, la subsistance de 2,3 millions de Malaisiens dépend du rendement des noix de palme – et de la possibilité d'exporter ce produit. Guère étonnant donc que la ministre malaise de l'Agriculture, Teresa Kok Suh Sim, se rende personnellement en Suisse pour discuter de la question avec le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann ainsi que des milieux intéressés de la politique, de l'économie et de la société civile. La Malaisie et la Suisse veulent en effet signer un accord de libre-échange. Point sensible dans les négociations, l'huile de palme se heurte à d'énormes réticences, aussi en Suisse. Par une seule voix, le Conseil des États a décidé la semaine dernière de ne pas exclure l'huile de palme du traité de libre-échange.

Pas de contestation des critiques

Teresa Kok Suh Sim connaît les critiques et ne conteste pas que la culture des palmiers à huile représente un défi écologique et social de taille pour son pays. En

même temps, elle a souligné que boycotter l'un de ses principaux produits d'exportation ne résout rien. Au contraire, ce serait contre-productif. En 2013, son gouvernement a créé le label de durabilité Malaysian Palm Oil Certification Council (MPOCC). Depuis, il tente de convaincre toujours plus de producteurs pour qu'ils s'engagent à respecter les normes de développement durable. Près d'un quart de la production d'huile de palme est désormais certifiée. Ce mode d'exploitation étant plus coûteux, il est toutefois d'autant plus difficile d'y rallier les petits paysans s'ils n'obtiennent pas un meilleur prix pour la production durable. Et c'est précisément ce qu'empêchent les droits de douane et autres mesures de boycott. Seulement la moitié de l'huile de palme durable trouve preneur malgré les coûts additionnels. Dans le cadre du MPOCC, la Malaisie cherche aussi à dialoguer avec les différentes parties prenantes. Teresa Kok Suh Sim a ainsi profité de son passage à Berne pour appeler notamment les NGO à s'impliquer. Elle a exprimé la volonté de réforme du nouveau gouvernement de Malaisie, en place depuis ce printemps.

Un gros potentiel pour l'économie suisse

Vu l'énorme importance économique de l'huile de palme pour la Malaisie, il est évident que pour conclure un accord de libre-échange, la Suisse devra trouver une approche plus adéquate et plus flexible en la matière. Cela est crucial pour notre économie, car la Malaisie et sa classe moyenne en expansion sont l'un des marchés émergents d'Asie du Sud-Est. Un accord de libre-échange offrirait des perspectives de bénéfices commerciaux en conséquence. La Malaisie est aujourd'hui déjà le troisième marché d'exportation d'Asie du Sud-Est.